



Dans un rapport publié le 5 novembre dernier, l'agence onusienne pointe les groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et Sud-ouest, d'être à l'origine des enlèvements ; des viols ; des assassinats ; et des incendies d'écoles.

Un contrepied à la sortie du président américain Donald Trump, qui accuse les forces de défense d'exactions sur les civils.

Lors d'une réunion de l'ONU à Genève, le mardi 5 novembre, la porte-parole du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, (Unicef) Marixie Mercado, a présenté des chiffres alarmants de la situation sociopolitique au Cameroun sur l'éducation des enfants des régions du Nord-Ouest et Sud-ouest.

L'Unicef a essentiellement chargé les combattants séparatistes, en les présentant comme les auteurs de violations de droit de l'Homme au Cameroun. « ***Les régions anglophones du Cameroun qui étaient jadis en droit où l'éducation était la meilleure, doit dans tout le pays, doit désormais faire face à une politique permanente de nos scolarisation mise en place par des groupes armés non étatiques*** », regrette Henrietta Flore, Directrice exécutif de l'Unicef, ajoutant que plus de 70 écoles ont été détruites, élèves et enseignants enlevés par les séparatistes.

Pour l'Unicef, trois années de violence et d'instabilité dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest ont laissé plus de 855 000 enfants non scolarisés. Deux mois après le début de la nouvelle année scolaire, environ 90% des écoles primaires publiques (plus de 4 100 écoles) et 77% des écoles secondaires publiques (ou 744) restent fermées ou non opérationnelles.

Un contrepied parfait au président américain Donald Trump, qui vient de le Cameroun punir les violations des droits de l'homme commises par le régime de Yaoundé.

Donald Trump a annoncé sa décision : à partir de janvier 2020, le Cameroun ne sera plus bénéficiaire des clauses prévues par l'AGOA, et sera donc privé de son accès privilégié au marché américain.

Le Cameroun n'a pas répondu à nos préoccupations concernant les violations persistantes des droits de l'homme commises par ses forces de sécurité. Ces violations comprennent les exécutions extrajudiciaires, les détentions arbitraires et illégales et la torture » précisait le président Trump.